

# Partis politiques cherchent présidents

Les quatre formations traditionnelles francophones organiseront des élections au premier semestre 2015.

Le fruit du hasard. En l'espace de six mois, durant le premier semestre 2015, les quatre principales formations politiques francophones organiseront des élections internes. Elio Di Rupo (PS), Charles Michel (MR), le duo Emily Hoyos/Olivier Deleuze (Ecolo) et Benoît Lutgen (CDH) remettront tous leurs mandats en jeu, avec plus ou moins de certitude quant à leur avenir personnel. Revue d'effectif.

- PS. L'élection interne aura lieu avant juin 2015 (pile quatre ans après le dernier scrutin), sans doute en mai. Tous les regards se portent sur le Premier ministre Elio Di Rupo, redevenu président de plein exercice depuis que Paul Magnette a pris les commandes du gouvernement wallon. Officiellement, rien n'est décidé. Officieusement, le Montois devrait rempiler - gageons qu'aucun candidat crédible n'osera lui contester le pouvoir - pour quatre ans supplémentaires. L'air de rien, cela lui ferait, en 2019, vingt ans de présidence... Mais, en coulisse, les choses ne sont pas aussi évidentes. Elio Di Rupo a 63 ans. Si sa popularité reste certes au zénith, on peut se demander s'il est encore l'homme de la situation face à ses homologues, une jeune garde aux dents longues... Un scénario circule: un échange de postes avec Paul Magnette. M. Di Rupo irait terminer sa carrière à l'Elysette, tandis que le Carolo, qui a prouvé durant la dernière campagne sa capacité à occuper la fonction, s'installerait pour de bon au boulevard de l'Empereur.

- MR. C'est chez les libéraux que la situation est la moins claire. Logique. Le président Charles Michel se concentre sur sa tâche de formation du futur gouvernement fédéral (MR, N-VA, CD&V, Open VLD); lequel pourrait justement décider de son avenir... S'il devait intégrer l'exécutif, probablement en tant que vice-Premier ministre, il faudra lui trouver un successeur à la Toison d'Or. Probablement un président intérimaire, qui pourrait être Willy Borsus. Puis, viendra l'élection interne, au tout début de l'année prochaine - le mandat actuel se termine le 15 février. Et là, *quid?* Cet intérimaire pourrait devenir titulaire. En revanche, si Charles Michel reste président de plein exercice, il devrait être reconduit sans trop de souci.

- CDH. La règle est statutaire: l'élection présiden-

gouvernement fédéral. Si la "Suédoise" voit le jour au plus tard pour la rentrée d'octobre - comme espéré par les négociateurs -, un scrutin interne se tiendra au printemps, autour du mois d'avril. Est-ce que le président sortant, Benoît Lutgen, sera candidat? La décision n'est pas encore officiellement prise, mais cela ne fait pratiquement aucun doute. D'ailleurs, qui pourrait lui contester son leadership? Presque tous les ténors ont reçu un poste en vue - ministre, président d'assemblée ou chef de groupe. Presque tous... Si

Catherine Fonck devait être confirmée cheffe de groupe à la Chambre, Melchior Wathelet redeviendrait "simple" député. Peut-être, sera-t-il alors tenté de se présenter... A voir.

- Ecolo. La donne est connue. Après la débâcle des élections du 25 mai, les coprésidents Olivier Deleuze et Emily Hoyos ont annoncé qu'ils remettraient leurs mandats en jeu. A priori, une élection aura lieu en mars 2015. Le bourgmestre de Watermael-Boitsfort a déjà annoncé qu'il ne se représenterait pas, préférant se consacrer pleinement à sa commune. M<sup>me</sup> Hoyos s'est, elle, donné le temps de la réflexion jusqu'à l'automne.

Antoine Clevers

## Toback sur la sellette, De Wever sur son trône

Les partis flamands sont à peu près tous en ordre de marche. Wouter Beke, pour le CD&V, avait été confirmé dans ses fonctions de président fin 2013, alors que Gwendolyn Rutten n'a été élue qu'en décembre 2012 à la tête de l'Open VLD. A la N-VA, l'omnipotent Bart De Wever pourrait finalement repartir pour un quatrième mandat consécutif. A ce stade, le parti maintient que l'Anversois compte se retirer. On sera vite fixé sur la question puisque des élections doivent avoir lieu en novembre - après plusieurs reports. Le nom de Peter De Roover est aussi cité.

Au SP.A, en revanche, la défaite du 25 mai a laissé des traces. Le président Bruno Toback est sur la sellette. Plusieurs mandataires sont récemment sortis du bois pour réclamer des élections anticipées, avant la fin de l'année. Ce que M. Toback refuse pour le moment, prétextant notamment qu'un scrutin est de toute façon prévu l'an prochain. John Crombez fait figure de favori pour lui succéder.